

## LE POUVOIR PERSONNEL, VOIE ROYALE VERS UN NAUFRAGE CERTAIN

## «Le peuple mérite mieux que cette suprême injure»\*

Si les Algériens, en 1962, ont eu à constater la libération de leur pays, ils n'ont, hélas, pas encore vu la construction d'un Etat souverain qui leur permet de disposer d'eux-mêmes. La construction de l'Etat souverain, démocratique et social, tel que les concepteurs du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 l'avaient rêvé, demeure à ce jour un vœu pieux. L'Etat-nation «Eddoula» est devenu, et resté, depuis le coup de force de Tripoli (CNRA de Tripoli) contre le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), un pouvoir qui gère par la force et l'intrigue.

A son tour, l'ancien président Ben Bella, issu du coup de force de Tripoli, fait la connaissance avec les mêmes méthodes qui l'avaient amené au pouvoir. Il fut destitué par son ministre de la Défense, Houari Boumediene. Après sa mort mystérieuse et suspecte, Houari Boumediene sera à son tour remplacé par le colonel Chadli Bendjedid, en instrumentalisant le rapport de force qui existait au sein de l'institution militaire. L'avis des citoyens algériens importait peu aux mentors de ce colonel qui fut bombardé chef d'Etat.

Avec la manière présidant à la désignation du colonel Chadli Bendjedid, à la tête de la magistrature suprême, le pouvoir se conformait en réalité à la logique, à l'origine de son intronisation dans le feu des événements sanglants de l'été 1962.

Le départ de Chadli Bendjedid était une preuve majeure de la faillite de sa politique de réformes, engagées par le gouvernement de Hamrouche, au moment où le pays passait dans une zone de turbulences graves. Les réformes démocratiques engagées par ce même gouvernement n'ont pas trouvé d'appui du côté de cette institution militaire, qui avait apporté Chadli au palais d'El-Mouradia, en 1979. Il fut poussé à la porte, dans des conditions de crise majeure, compliquées par la montée du courant islamiste. L'année 1992 avait vu la vacance de la présidence de la République. C'est ainsi que le pouvoir concocta encore une nouvelle formule, en somme tout à fait illégitime, comme les présidents qui se sont succédé au palais d'El-Mouradia. Le pouvoir réel fera appel à ses concepteurs et ses avocats bardés de diplômes en droit constitutionnel et en légitimité historique. Ainsi, le directoire issu de la Révolution française de 1789 fut l'ultime recours des concepteurs du Haut-Conseil d'Etat, dont le capital de légitimité historique de son président, à savoir le coordinateur des six historiques qui ont été à l'origine du sursaut libérateur du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, a été d'un grand recours au pouvoir réel, dont les animateurs étaient totalement coupés du peuple.

Le président Boudiaf connaîtra une fin tragique à Annaba. Il refusait d'être une marionnette entre les mains des gens qui l'avaient ramené. Sa mort violente fera découvrir au peuple que le cadeau donné à l'un des pères de la Révolution était bel et bien empoisonné.

Boudiaf n'avait gouverné que six mois, avant qu'il ne soit renvoyé au

cimetière d'El-Alia pour rejoindre ses compagnons morts en chahids.

La légitimité historique fut encore interpellée, lorsque le fauteuil de chef d'Etat fut attribué à l'ancien chef de la Wilaya II historique, à savoir l'ex-colonel de l'ALN, Ali Kafi.

Après l'intermède de Kafi, c'est au tour du général mis à une retraite forcée de revenir aux commandes, c'est l'ancien général de l'ANP, Liamine Zeroual.

Le défunt Boudiaf, malgré qu'il ait été intronisé à la tête de la République, selon des méthodes peu légitimes, il s'attaqua à ce qu'il avait qualifié de mafia politico-financière, et chercha à créer un mouvement citoyen, dans le but de mettre en œuvre son projet d'essence démocratique. Il voulait s'appuyer sur des hommes et des femmes intègres. Ce qui ne cadrait pas, évidemment, avec la vision des décideurs qui avaient en aversion tout ce qui renvoyait à un mouvement démocratique d'essence populaire.

Zeroual fut élu massivement, sur la base d'un slogan «construisons ensemble l'Algérie». Il a lancé son programme de réhabilitation des institutions de l'Etat malgré son élection démocratique, son projet s'est heurté à l'idée de l'amnistie et des négociations avec l'AIS. Les négociations furent engagées malgré lui. Il fut contraint ainsi à la démission, ne pouvant couvrir un accord entre une armée dont il déniait toute légitimité et qu'il considérait comme une entreprise terroriste.

Il ne reconnaissait dans les faits que l'ANP. Sa démission déguisée fut justifiée par son attachement à «l'alternance».

Bouteflika fut présenté au peuple comme le sauveur. Ses mentors jouèrent sur l'image du défunt Boumediene qui continue à jouir auprès du peuple d'un capital de sympathie certain. C'était donc l'homme providentiel, capable de redresser la situation économique dans laquelle se débattait le pays, de redorer le blason d'une diplomatie mise à mal par une crise profonde du système et surtout de ramener la paix et la réconciliation entre les Algériens, ainsi que d'améliorer leur pouvoir d'achat.

N'ayant rien entrepris dans ce sens, son échec fut retentissant. Car l'erreur historique de Bouteflika est, avant tout, une erreur de diagnostic et de méthode.

La situation économique s'aggrava au moment où le pays connaît une plus grande aisance financière, marquée surtout par un gaspillage sans précédent des deniers publics. La corruption se généralisa pour devenir le seul mode de gouvernance.

A la différence des présidents Zeroual, Bendjedid et Boumediene, où les gouvernements successifs ont connu une certaine stabilité, le président Bouteflika fera comme Ben Bella. Il a voulu tout contrôler. Il s'attela à tout contrôler, et laissa peu de place dans son dispositif de gouvernance pour de vraies compétences économiques et politiques.

En plus de l'absence de précision dans les réformes qu'il voulait engager, son penchant à tout contrôler

isola l'exécutif qui s'est retrouvé, de fait, dans une posture d'une simple administration incapable de prendre une décision. Cette situation a réussi à vider les réformes de leur substance et poussé les compétences à fuir un climat malsain.

A force de vouloir tout faire et sa conviction de pouvoir tout réussir, il précipita, en l'espace de dix ans, l'Algérie dans un gouffre inextricable. C'est le retour à la case départ, avec des milliards de dollars de perdu. Il s'érigea ainsi en exemple de monarque, capable d'outrepasser la Constitution, de la changer pour en faire un texte à la mesure de son ambition personnelle. Sa réussite est fulgurante, dans ce sens où le régionalisme, la corruption, la perfidie, l'obséquiosité... se cristallisèrent comme mode de gouvernance.

Il est vrai que Bouteflika est derrière l'ouverture d'un nombre important de chantiers, mais malheureusement, il est vrai aussi que ses réformes distillées par à coups et à moitié furent un échec total sur tous les fronts.

Le résultat est là. Tout ce qu'il fait coûte cher à la collectivité, avec des incidences nulles.

Les importations pour cette année avoisinent les 30 milliards de dollars, et le tissu industriel est complètement disloqué et démantelé par ses ministres favoris et importés.

Durant la décennie du président Bouteflika, plus de 200 milliards de dollars ont été injectés pour relancer l'économie et inciter la croissance économique créatrice de richesses et d'emplois. Le résultat médiocre est là. Nous n'avons même pas assuré notre sécurité alimentaire, à l'image de la pomme de terre, du pain et du lait que nous continuons à importer.

Il est clair que le président actuel, et depuis son investiture en 1999, ne détient aucune feuille de route conséquente, en dehors de celle de manœuvrer, pour rester à la tête de l'Etat, quitte à faire passer des amendements substantiels de la Constitution par les deux chambres du Parlement qui ne représente pas, dans la réalité, 20% du corps électoral.

Le narcissisme du président coûte cher à la collectivité nationale qui continue à payer les frais du sous-développement, de la dilapidation de ses biens, de la disparition, sous des formes violentes, des petites gens, et d'une fracture profonde vis-à-vis de l'ambition d'édifier un Etat démocratique et moderne.

L'élément de survie du système découle de la rente pétrolière qui lui offre des subsides suffisants, pour ouvrir des chantiers tape-à-l'œil, et surtout pour corrompre et engraisser la pâte d'une classe politique disqualifiée depuis longtemps.

Avec ce régime, les générations futures ne peuvent rien attendre. La manne pétrolière est mobilisée pour les importations. «Après moi, le déluge», semble dire ce président à ses concitoyens, qui voient ainsi les avantages de l'envolée du prix du pétrole, une énergie non renouvelable, alimenter un penchant effréné vers l'importation, causant au passage un déficit au commerce extérieur du pays.

Le président Bouteflika briguera, donc, un mandat en 2009, avec une situation qui ressemble à celle qu'il avait trouvée en 1999. Il l'avait lui-même dit, à l'occasion de son allocution lors de sa réunion avec les élus locaux. Sa sentence, ce jour-là, est tombée comme un couperet devant l'étonnement d'un peuple ne comprenant pas beaucoup de choses à de telles confessions. «Nous avons fait fausse route», avait-il reconnu, avant d'ajouter que «nous croyions aller vers le paradis, alors qu'on s'acheminait vers l'enfer». Quel crédit donner à une telle confession. Un désaveu à sa propre démarche ?! Le sauveur de la nation, le savant, le grand commis de l'Etat et le bon gestionnaire qui avait critiqué tous ses prédécesseurs fait un aveu d'échec.

En parallèle, il ne procède à aucun changement. Les mêmes hommes qui l'entouraient continuent à massacrer l'économie nationale, et l'appareil de l'Etat persiste dans sa paralysie, à côté, une fermeture systématique de l'espace politique et médiatique, ainsi qu'un viol constitutionnel annoncé, par le truchement d'institutions mal élues, prouvant de la sorte de la soif du pouvoir à l'image de tous les monarques et dictateurs arabes.

Depuis 10 ans, toutes les terres arables se trouvant dans le littoral et autour d'Alger ne cessent d'être cédées aux pontes d'un système plutôt enclin à acheter du soutien aux pratiques prédatrices de ses gardiens. Le reste est cédé à un programme farfelu et peu fiable, celui de la construction d'un million de logements. Dans la réalité, le régime en place s'est attelé à parachever l'œuvre du colonialisme qui a déposé les Algériens de leurs terres. C'est au tour du béton de cette décennie d'achever cette œuvre macabre.

A six mois de l'élection présidentielle, le pouvoir qui a perdu l'initiative sur le terrain, qui vit dans l'expectative la déliquescence de l'autorité de l'Etat, qui vit dans l'incapacité d'éradiquer le terrorisme; pire encore, dont la politique de la main tendue au terrorisme n'a rien donné, si ce n'est lui faire perdre ses alliés dans la bataille acharnée livrée par la population contre l'hydre terroriste, voilà qu'il remet sur la sellette la même figure responsable de ces échecs, voire de cette déconfiture.

Que va-t-il dire au peuple algérien ?! La réconciliation a réussi, bien que le terrorisme maintienne sa liste des assassinats ouverte ?! Que sur le plan économique, la croissance est revenue, malgré une facture d'importation dépassant la barre des 30 milliards de dollars, et une fracture sociale de plus en plus béante ?! Que sur le plan international, la voix de l'Algérie demeure inaudible, assumant un rôle de figurant pour amuser la galerie, alors qu'un pays de la taille d'une petite commune des Hauts-Plateaux de l'Algérie, comme le Qatar, joue un rôle beaucoup plus grand sur le plan international.

Il faut, toutefois, reconnaître que la faillite du système a été programmée depuis le départ. En préférant le discours démagogique à celui de la raison, pour construire l'Etat-nation,

Par Haider Bendrihem\*\*

le régime a mis le pays dans un état d'immobilisme certain. Mais, le passage de Bouteflika à ceci de spécifique ; il a pu, en un temps record, démanteler tout ce qui faisait l'immunité de la société, en cassant toute velléité de création de syndicats autonomes, en réduisant le tissu associatif en un appendice supplémentaire qui se nourrit des deniers publics, en cassant les partis d'opposition, en corrompant une classe politique devenue prédatrice, en poussant les compétences à l'émigration... En somme, en achevant les derniers acquis d'Octobre 1988, ramenant le pays, ainsi, à l'ère du pouvoir d'une seule personne, agrémenté d'un appareil animé par des partis complètement coupés des réalités de la société.

A côté de l'annonce de l'amendement partiel, qui est en réalité un amendement fondamental, consacrant une régression stérile, et évacuant toute velléité de réforme d'un système devenu avec le temps antinational, il y a le puissant ministre de l'Energie qui revient, après une décennie de pouvoir sans partage, dire aux Algériens, si les prix du pétrole reste dans l'Etat actuel des choses, l'Algérie sera contrainte d'entrer de plein fouet dans le cycle de l'endettement !

L'aveu vient d'une autre pièce maîtresse du président, ayant conduit toutes les politiques énergétiques du pays, jusqu'à celle de la loi sur les hydrocarbures qui avait failli emporter le dernier verrou de la sécurité alimentaire de la nation, au moment où l'inaliénable locataire du palais d'El-Mouradia s'apprête à briguer un autre mandat fatal pour la nation.

Si la libération du pays a été chèrement payée par la nation, il n'en demeure pas moins que son bradage se fait au vu et su de tout le monde, et avec une arrogance qui dépasse tout entendement.

Le temps d'une libération démocratique, consacrant les valeurs de liberté pour notre peuple, interpelle tout le monde. Une autre colonisation s'est installée, abusant des valeurs de la guerre de Libération nationale, pour consacrer un pouvoir de nouveaux colons oligarchiques, tributaire d'une seule personne qui ne cesse de prouver son incapacité à gérer le pays.

Il est temps de libérer notre Etat des nouveaux dévots, plutôt préoccupés que par leur gloire personnelle que la noble mission de nos chouhadas, celle de construire une nation prospère à la hauteur de leurs sacrifices. Le peuple est plus interpellé, que par le passé, à se mettre à l'œuvre pour sauver le pays d'un naufrage annoncé.

Un Etat qui ne respecte pas sa Constitution et les règles élémentaires de l'organisation d'un Etat, n'est donc pas seulement coupable de rupture de contrat avec son peuple, mais il détruit sa propre légitimité.

H. B.

Email : habendri57@yahoo.fr

\* Ferhat Abbès

\*\* Ex-député